

cancellation and rescheduling and between the poorest and/or most seriously affected countries and the rest. And when we turn to the position put forth by the Group of 19 (developing countries) at CIEC we note further important qualifications of these demands. (We have underlined the qualifications to emphasize the point.)

“Measures by developed countries to mitigate the foreign debt burden of developing countries, with *special attention to the situation of the most seriously affected countries*, including the rescheduling of payments and/or cancellation of *ODA (Official Development Assistance) debts* and their service payments of developing countries, *especially the MSAC's* (and more particularly the least developed, land-locked and island developing countries); consolidation of commercial debts and rescheduling of payments of developing countries *at market related interest rates* over a long period, *when requested and justified*”<sup>3</sup>

30. When we turn to the position of the developed countries we note similar qualifications in a frequently caricatured policy. In the first place they have in the past shown themselves willing to consider debt renegotiation on a case by case basis. They have in their analysis paid some attention to the poorest and most seriously affected countries. While developed countries have generally been loathe to support any automatic debt write-off, some at least (Canada among them) have supported the idea of an international conference to re-examine the processes of debt management and to suggest ground rules which might control, or at least influence, the case by case approach. And finally there are indications, if not hard and fast policy pronouncements as yet, that a rather more flexible approach might be taken to ODA-related debt as distinct from commercial debt. And even there, developed countries have at least acknowledged that the short, hard terms of much recent commercial debt constitutes a special problem requiring attention. While none of this adds up to a revolution in policy it does constitute some awareness of the problem and of the fact that, in Mr. MacEachen's words, “there is no point in talking about coordination around the *status-quo* because it will not get us anywhere”. (p. 1:18)

31. Qualifying the positions of developed and developing countries in the way we have done does not eliminate the basic differences between them. The developing countries approach the question of debt essentially from the perspective of their *needs*. They argue that they should not be expected to sacrifice development plans and the needs of their desperately poor people to the requirements of international finance. The developed countries approach the question from the perspective of their requirements for a well ordered and reliable international financial system. They argue that unless obligations are honoured developing countries will not in future have available

développement et la dette commerciale, entre l'annulation inconditionnelle et l'établissement d'un nouveau calendrier de paiements, et entre les pays en voie de développement les plus pauvres et/ou les plus gravement touchés et les autres. Et quand nous considérons la position adoptée par le groupe des 19 (pays en voie de développement) à la Conférence sur la coopération économique internationale, nous constatons d'autres importantes restrictions à ces exigences. Nous les avons soulignées pour mettre l'accent sur ces points de vues.

«Mesures à prendre par les pays industrialisés pour alléger le fardeau que la dette extérieure impose aux pays en voie de développement, compte tenu, en particulier, de la situation des pays les plus gravement touchés; comprenant la révision du calendrier des paiements et/ou annulation des dettes au titre de l'aide publique au développement ainsi que du service de ces dettes pour les pays en voie de développement les plus gravement touchés (en particulier les pays les moins avancés, sans littoral et insulaires); consolidation des dettes commerciales et révision du calendrier des paiements des pays en voies de développement prévoyant, pour une longue période, des taux d'intérêts liés à ceux du marché lorsque ces mesures sont demandées et justifiées.»<sup>3</sup>

30. D'autre part, quand nous étudions la position des pays industrialisés nous constatons qu'une politique souvent caricaturée pose des restrictions semblables. Tout d'abord, ils se sont montrés, par le passé, désireux de procéder, cas par cas, à la renégociation des dettes. Dans leur analyse, ils ont porté une attention toute spéciale aux pays les plus pauvres et les plus gravement touchés. Bien que les pays développés se soient, en général, montrés réticents à l'annulation automatique de la dette, certains d'entre eux (y compris le Canada) se sont prononcés en faveur d'une conférence internationale pour réexaminer le processus de gestion de la dette et proposer des règles de base qui permettraient de contrôler, ou du moins d'influencer, l'orientation d'un règlement individuel des cas. Enfin, certaines indications, en l'absence de déclarations de politique définitives, laissent entrevoir l'adoption d'une attitude plus souple à l'égard de la dette encourue pour l'APD, par opposition à la dette commerciale. Même là, les pays industrialisés ont au moins reconnu que les conditions rigides à court terme des dettes commerciales encourues récemment présentent un problème spécial sur lequel il faudrait s'arrêter. Bien que nous ne puissions pas encore parler d'un revirement de politique, il s'agit néanmoins d'une plus grande sensibilisation au problème et au fait que, pour reprendre les termes de M. MacEachen: «il est inutile de parler de coordination tant que nous maintiendrons le statut quo car cela n'aboutirait pas à grand chose». (p. 1:18).

31. Le fait d'identifier clairement les positions des pays industrialisés et des pays en voie de développement, comme nous l'avons fait, n'en élimine pas pour autant leurs différences fondamentales. Les pays en voie de développement considèrent essentiellement la question de la dette dans la perspective de leurs *besoins*. Ils maintiennent qu'on ne doit pas s'attendre à ce qu'ils sacrifient leurs projets de développement et les besoins de leur population désespérément pauvre aux exigences de la finance internationale. Les pays industrialisés l'abordent dans la perspective du *besoin* d'un système financier international bien organisé et fiable. Ils maintiennent que si les pays en voie